

L'Avenir des relations Hongrie-UE après les élections législatives de 2026

Les Hongrois, et non uniquement les jeunes, ont voté pour changer de dirigeant à cause de son attitude personnelle, sa gestion particulière, ses atteintes à l'état de droit et ses relations extérieures, même pour des besoins énergétiques, qui faisaient mal voir et appauvrirent leur pays en Europe. Pour autant, ce contre leader avait des choses à dire, souvent pour le compte des autres sur la politique générale de l'UE. Nuls doutes que le prochain cherchera à faire profil un peu plus bas pour recevoir les fonds européens, avec un changement dans une certaine continuité qu'il faut bien prendre en compte. Et qu'en sera-t-il du Président de la République, avec des pouvoirs plus que représentatifs, comme en Pologne, garant d'une certaine identité de non allégeance dans une certaine et nécessaire interdépendance. Au-delà de l'euphorie du lendemain d'élections, rappelons ci-après quelques réalités à charge et à décharge en toute indépendance et avec méthode, démontrant avant tout aussi une nécessaire prise de conscience par les institutions pour penser et agir autrement que de façon inconditionnelle ou forcée, sans blâmer si nous voulons conserver l'unité européenne dans une politique générale qui peut aussi évoluer, comme nous le voyons dans le domaine écologique.

Par François CHARLES

Eco et géopolitologue, expert stratégie et management, ancien responsable affaires industrielles internationales à la DGA, ancien cadre de partis, Président de l'Institut de Recherche et de Communication sur l'Europe (I.R.C.E.)

Avec près de 80% de participation et deux tiers des sièges attribués au parti conservateur Tisza, plus proche du PPE, comme l'était V. Orban avant, et donc plus fréquentable que les Patriotes au Parlement européen, le peuple hongrois a rejeté le parti Fidesz après plus de 16 ans de règne dénotant tout de même une certaine politique intérieure soutenue et un rêve initial. Cette supermajorité rappelle aussi le premier raz de marée derrière E. Macron. Pour certains anciens, il s'agit d'une troisième révolution démocratique contre les Russes après 1956 et 1989 où d'ailleurs la Hongrie fut la première à briser le rideau de fer avant le mur.

Comme le Premier ministre polonais, P. Magyar, élu député européen, bel orateur faisant rêver avec en plus un nom évocateur, ancien des équipes de VO, annonce qu'il souhaite un retour aux normes européennes et apaiser les relations avec l'Ukraine. Nous verrons aussi comment il réussira à influencer pour rétablir un approvisionnement énergétique convenable et non couteux à ses citoyens ou trouver des solutions de substitution soutenues ou non par l'UE à qui il fait désormais plutôt allégeance, comme l'enfant prodigue, mais aussi peut-être à la façon de G. Melloni (voir autre article). Rappelons que PM s'est initialement opposé à l'aide pour l'Ukraine et a toujours affirmé son identité souverainiste, non totalement aligné à la politique de l'UE, comme les forces dures du PPE en France et comme en Pologne, peuple

plus frère que les Slovaques. PM ne sera pas forcément d'accord pour l'intégration de l'Ukraine mais essaiera, finalement comme VO auparavant, d'éviter que la Hongrie ne s'oppose à l'emprunt mais sans être ni favorable ni contributrice. Par contre, PM va désormais s'employer à démonter brique par brique, à détricoter et rétablir les fondations de l'état de droit, mais sans tout démolir non plus. Restera aussi, ce que personne ne dit, la position du Président de la République qui peut aussi bloquer certaines lois et dispositions comme récemment en Pologne. On se réjouira bien entendu d'une politique plus proche de l'UE mais encore faut-il prouver qu'elle en était éloignée car contrairement à M. Farage, VO ne voulait pas casser l'UE, même si affiché « pro russe » pour son refus de soutien inconditionnel à l'Ukraine.

Dire les choses n'est pas de la désinformation mais de l'information, contrairement à ce que l'on peut avancer ou vouloir cacher, certes parfois par ignorance, même et surtout venant de dirigeants. La politique européenne dite « unie dans la diversité » est trop sérieuse pour ne pas être liée aux affaires de personnes alors qu'elle devrait être transparente, menée avec discernement, être équilibrée, réaliste et réalisable au-delà des dogmes, des rêves et des blâmes et où le management devrait aussi s'apprendre pour mieux fonctionner entre les institutions et les membres qui ont chacun leur identité au sein d'une approche commune.

V. Orban (VO) et la Hongrie

Comme dans beaucoup de pays du centre Europe – ex « pays de l'Est - les déceptions des promesses ont été grandes et le blâme est facile. « nous avons tout avant », « nous sommes désormais plus pauvres que les Roumains et les Bulgares ! » chiffres du PIB à l'appui. Le pays vivait-il grâce aux fonds européens et est-il dépendant des décisions européennes qui impactent le pouvoir d'achat ? C'est à l'UE de trouver les solutions quand elle impose une politique inconditionnelle mais problématique, que ce soit pour l'énergie ou pour la crise des céréales, plutôt que blâmer les victimes – les 4 pays Visegrad - sous prétexte de solidarité avec l'Ukraine, comme si ces derniers n'avaient rien vécu et rien à dire, sauf de politiquement correct. L'UE et la commission européenne n'ont rien dit sur le grand pipeline Nord Stream 2, ni le 1, avant que les Etats-Unis réussissent à ne pas le faire fonctionner.

Il aurait pu être compréhensible que VO s'accroche à son électorat sauf que l'ampleur des votes a prouvé aussi qu'il aurait pu faire une autre politique. La contre campagne des législatives ne s'est pas faite sur le domaine sociétal, pourtant attaqué par l'UE mais sur le domaine économique où VO a péché et aurait pu entamer un début d'indépendance énergétique mais a préféré miser sur un gaz russe à bon marché, tant la tâche était grande, comme

d'ailleurs l'UE avant 2014. Il a choisi de s'insurger quasi légitimement quand l'Ukraine ne répare pas le pipeline cassé, oubliant qu'elle a bénéficié aussi de droits de passages énergétiques pour toucher de l'argent. La situation économique s'est aussi dégradée par la baisse de fabrication des voitures allemandes et l'on peut imaginer que Chinois et Arabes sont là pour compenser les fonds manquants.

La rencontre avec quelques parlementaires hongrois, nationaux et européens, sans réponse de PM, a également porté sur les minorités, bien négligées dans les critères d'intégration, tout comme aussi celle des Hongrois en Ukraine, empêchés de parler leur langue, rappelant une certaine réalité du Dombass véritable zone interdite, et que la France a connue en Alsace Lorraine. Cette France qui critique l'écoute des fétus avant l'IVG, devrait aussi se souvenir qu'elle a été le dernier pays de l'UE à supprimer la peine de mort et a inscrit l'IVG dans la constitution sous peine peut être d'éviter de se reposer la question au-delà de certaines valeurs acquises. Souvenons nous que nous avons été blâmé par le Conseil de l'Europe pour avoir organisé un dîner sur les racines chrétienne de l'Europe avec la Hongrie même si les prêtres prêchent apparemment moins pour orienter les élections qu'en Pologne.

Historiquement, rappelons aussi que la Hongrie a été la première nation soviétique à faire sauter le

rideau de fer et que depuis 1991, j'entends ses représentants et citoyens dire qu'ils ne sont pas forcément prêts à rentrer à nouveau dans un autre système fermé, tout en redécouvrant la liberté de parole et de mouvement sans être surveillés comme à l'ère soviétique. Un précédent ambassadeur nous rappelait par ailleurs que la Hongrie avait été grande et avait tout perdu par des décisions occidentales d'après guerre, parlant même ses accès à la mer du temps de l'empire austro-hongrois.

Les ayatollahs de l'idéologie de Maidan et surtout d'autres pays scanderont une fois de plus l'ingérence étrangère dont étasunienne mais est-elle prouvée au-delà d'un soutien physique et est-ce finalement condamnable, sachant qu'en plus elle a fait plus de mal à VO que de bénéfice ? S'agissant de l'alignement des planètes politiques, rappelons aussi que PM devra modifier la constitution pour avancer vraiment.

Relations avec l'UE

Il est ainsi terminé sine die le temps où VO se laissait taper sur la tête par JC Juncker, ce que ne pouvait se permettre la présidente Von der Leyen, qui annonce quinze minutes après 20h, de façon rayonnante, que la Hongrie a choisi l'Europe. Sauf qu'elle n'en était pas partie sans menacer de la quitter. Fallait-il la pousser dehors ?

Je préfère l'attitude plus responsable du chancelier allemand. Elle n'aura peut être plus à faire effort envers l'Ukraine pour faire réparer le pipeline si elle propose d'autres solutions avec les 18 milliards bloqués. Mais sourit elle aussi peut-être pour la résolution d'un simple problème de management, comme quand elle ne pouvait fonctionner avec le Commissaire Breton ? La présidente de la Commission n'a pas du apprécier que VO se soumette à V. Poutine plus qu'à elle. Rappelons aussi que la Pologne n'est pas totalement revenue dans la politique de l'UE.

Cette élection doit aussi nous pousser à éclairer la politique générale de l'UE dont ses relations extérieures et à son management au-delà de danser autour du feu de joie ou se réjouir de la mort de la bête. S'agissant des réalités VO-UE, outre l'attitude personnelle et préférentielle, l'UE n'a-t-elle pas finalement poussé VO dans les bras de la Russie de par son attitude ? Le Brexit était une alerte, désormais avec un assouplissement de part et d'autre, comme avec l'Italie de G. Melloni.

On ne peut dire que VO était non européen. Il était un contre leader qui ne cherchait pas le pouvoir. Comme savait l'être le Général de Gaulle et certains dirigeants français, il avait des choses à dire sans en avoir le même pouvoir et savait s'opposer ou ne pas voter avec la chaise

vide. Son regrettable bras de fer sur l'état de droit masquait toute autre considération ou demande, lui valant notamment des attaques cinglantes lors de sa présentation de la présidence hongroise au Parlement européen, lui préférant les menaces de LFI avec embrassades ainsi que les invitations officielles et remises de décorations au Ukrainiens. Bien entendu son opposition réaliste à l'entrée de l'Ukraine dans l'UE n'a été jugée que comme une opposition à la politique de l'UE qui est très critiquée sur sa politique de voisinage et les accords commerciaux.

VO a-t-il compris que, rendue aveugle par ses valeurs, et au lieu d'aider ses Etat membres, l'UE pousse son influence à retenir ses fonds dus. Comment expliquer que VO ait pu accepter de reverser de l'argent par allégeance alors que l'UE ne trouve pas de solutions, même raisonnables, afin de maintenir les niveaux de revenus et réduire le prix des engrais azotés dont l'Ukraine n'a pas besoin étant donné ses terres riches ? Dans tous les pays du centre, j'entends qu'il n'était pas question de sortir d'un système fermé pour rentrer dans un autre. Souvenons nous comme il a été difficile de faire admettre à la Commission que la Pologne ne pourrait pas atteindre la neutralité carbone en peu de temps considérant la dépendance au charbon, et comme il a fallu du temps pour faire admettre les réalités bénéfiques du nucléaire.

S'agissant des intégrations, l'UE devrait mieux être réaliste économiquement et politiquement au-delà de suivre uniquement les valeurs et de l'état de droit. Il en est de même quand les pays passent à l'euro. Ils devraient être mieux encadrés par l'UE pour prévenir des inflations cachées et des intérêts générés avant la stabilisation de l'économie, avec une monnaie partagée qui permet de mieux emprunter et limiter les risques. Ce n'est pas une polémique, c'est une réalité mais que personne ne veut reconnaître.

Le régime des travailleurs invités chinois, qui devrait être supprimé par PM, quand les Polonais mettent plutôt des robots par manque de main d'œuvre était une solution temporaire face à l'immigration même si Budapest est désormais remplie de Chinois et d'Arabes comme dans d'autres pays, ce qui n'est pas le cas en Pologne. Mais comme dit précédemment, les Hongrois avaient envie de changer le gestionnaire. VO a reconnu rapidement sa défaite douloureuse et a félicité son concurrent sans contestation, en accord avec l'état de droit, tout en restant dans la vie politique.

Comme pour l'énergie, la politique interne ne changera pas d'un coup de baguette magique. En matière de santé, il n'est d'ailleurs pas inscrit dans les valeurs de l'UE unie dans la diversité qu'il est interdit de faire écouter les fœtus sans

pour autant empêcher l'avortement, la santé n'étant d'ailleurs pas une compétence de l'UE.

La Hongrie n'a pas travaillé en relais avec les autres pays pour la présidence du Conseil de l'UE et le pays semble avoir été le plus dur pendant les négociations d'adhésion. N'est-ce pas aussi une preuve de son caractère Magyar, même si elle peut apprendre à fonctionner avec les autres ? A noter que son ambassadeur a été le premier à vraiment nous nous expliquer ce qu'était la structure de Visegrad. Les dirigeants hongrois avaient aussi des choses à dire à la Suède avant de la faire rentrer dans l'OTAN, sans empêcher de la faire finalement rentrer.

Relations avec l'Ukraine

Cette élection amène à réfléchir aussi sur l'Ukraine, son soutien et sa possible intégration dans l'UE qui est tout sauf une évidence sauf peut être pour les idéologues des valeurs sans analyser les possibles conséquences négatives pour l'écosystème existant sous prétexte que les gens doivent être aidés et vivre en paix. Quand la politique voisinage a échoué, doit on la remplacer par une politique d'intégration ? Doit-on rappeler que l'UE ne s'insurge que trop rarement sur la politique de corruption en Ukraine sans s'émouvoir qu'elle réclame de l'argent pour le gérer dans son pays, faisant quasiment partie de la famille, sous prétexte de l'attaque russe ? Mais finalement, les pays du

Centre n'en n'ont-ils pas profité aussi. Et comme disait un ancien ambassadeur turc, « on rentre et on verra ensuite » s'inspirant de ces expériences. Le fait que VO, accusé de corruption, s'y oppose, laisse aussi à réfléchir. Il a utilisé son droit de veto quand l'agence anti corruption ukrainienne avait utilisé les réseaux sociaux pour pouvoir faire connaître certaines réalités. Mais comme diraient aussi certains syndicats professionnels, qui ont désormais changé d'attitude, peut-être finalement plus proche du pouvoir que de leurs adhérents, mieux les avoir avec nous...

On peut dire qu'au départ VO a toujours soutenu l'Ukraine, sans forcément accepter son intégration, et que son attitude a changé progressivement, en abstention puis en opposition, en voyant son manque de considération. Notons que les sanctions envers la Russie ont été votées par la Hongrie. Le fait que VO s'oppose au prêt tant que l'oléoduc n'est pas réparé peut sembler légitime. Nous verrons ce que décidera le nouveau PM.

Nous ne l'avons pas entendu sur l'agriculture et la crise des grains quand l'UE a blâmé les pays Visegrad plutôt que reconnaître qu'elle n'avait pas sécurisé le processus de passage des semences ukrainiennes, ne voyant peut être pas les risques liés, trop aveuglée par ses valeurs et l'espace de paix et de sécurité qui pourtant pouvaient être remis en question.

Par ailleurs, discuter avec V. Poutine signifie t il être contre l'Ukraine quand d'autres dirigeants le souhaitent depuis longtemps. Peut-on dire aussi que critiquer l'Ukraine signifie être « pro russe ». Et que dire du fait que nous participons aux travaux de développement même si on peut se demander s'il s'agit d'avances sur fonds structurels étant donné qu'il ne s'agit pas uniquement de reconstruire et avons facilité 25000 euros pour des drones FPV sans aucun remerciements ni égards et plutôt de crainte étant donné nos volontés de transparence et relations diverses, qui font partir des membres et fermer des portes, sous prétexte que nous ne sommes pas dans la « ligne officielle ».

L'économie du pays fonctionne même sous les bombes. Pourquoi Kiev, plus riche que Budapest, empêche-t-il l'inspection du pipeline comme si elle avait quelque chose à se reprocher, comme pour le sabotage de NS 2 ou si elle était couverte par l'UE, comme pour les grains ? Est-ce plus une affaire psychologique ?

Par ailleurs pour revenir sur les minorités, pourquoi l'Ukraine empêcherait elle le hongrois comme le Russe, comme quand la France empêchait l'Allemand en Alsace Moselle. Mais d'ailleurs les minorités sont elles prises en considération par l'UE alors qu'elles sont incluses dans les critères d'intégration.

Mais si l'Ukraine de VZ est encore libre, est-ce une raison pour la faire rentrer trop vite dans l'UE avec ses frontières actuelles ? Quant à l'OTAN, c'est un autre sujet, sauf quand sa gouvernance européenne sera officialisée pour protéger l'UE.

PM semble d'accord pour dire qu'il n'est pas question que l'UE accueille un pays en guerre et peut être a-t-il lu nos interviews et articles sur Chypre et les Alsaces lorraines ukrainiennes.

Relations avec la Russie va VP et les Etats-Unis via DT

Beaucoup considèrent que l'on peut considérer la Hongrie de VO comme une sorte de cheval de Troie de la Russie, avec même parait-il des échanges d'information au-delà d'accords commerciaux, voire par compensation. L'accusation de « pro russe » vient peut être du fait que VO parlait à VP et non à VZ mais on connaît aussi les réalités et problématiques notamment énergétiques.

Nous pouvons en demander la justification. La désinformation est facile surtout parfois quand elle n'est pas prouvée comme quand des députés ont été inculpés puis disculpés sans preuves. Mais comme dit précédemment, les Hongrois, eux, n'ont pas oublié l'époque soviétique, même si certains disaient aussi qu'ils avaient tout avant.

V. Poutine espère désormais des contacts pragmatiques, donc commerciaux avec PM et pas sûr que le nouveau PM soit enclin à autre chose. Peut être pourrait il agir intelligemment officiellement ou discrètement comme ambassadeur pour des contacts de la part des autres pays de l'UE pour aider à geler voire solutionner la guerre russo-ukrainienne car il faudra bien de toute façon reparler à V. Poutine.

La Russie n'a apparemment pas soutenu officiellement la candidature de VO lors des élections, contrairement aux Etats-Unis, comme le furent les candidats en Pologne et en Roumanie, agissant finalement en faveur des pro-Européens, même si la relation avec les Etats-Unis, et Donald Trump, le meilleur ennemi de l'UE, pourrait certes remplacer les Chinois et arabes pour un développement économique efficace sans trop heurter les Européens.

En somme un puzzle à plusieurs bandes où l'on voit finalement que les pays du centre Europe sont peut être les meilleurs garants d'une certaine identité européenne, avec peut-être une mention pour la Hongrie qui a toujours été particulière de par son histoire et son caractère, mais aussi qui peut nous aider à mieux réfléchir.

Donnons un an au nouveau Premier ministre pour essayer de progresser et donnons lui sa chance